

BAROMÈTRE DES MEDIAS AFRICAINS – SENEGAL

Secteur 1: La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue

1.2 La liberté d'expression, y compris la liberté des médias est garantie par la Constitution et protégée par d'autres lois

ANALYSE :

La Constitution sénégalaise garantit, dans ses articles 8, 9, 10 et 11, la liberté d'expression à tous les citoyens. Les libertés civiles et politiques (liberté d'opinion, liberté d'expression, liberté de la presse) s'exercent dans les conditions prévues par la loi. Cependant, il existe quelques problèmes au Sénégal car certaines lois qui entravent la liberté des journalistes, comme par exemple l'article 80 du code pénal concernant la sûreté de l'Etat que brandit le ministère de l'Intérieur à chaque fois que cela l'arrange pour saisir des quotidiens ou fermer des radios. Ainsi, le 17 octobre 2005 la radio privée Sud FM a été suspendue de diffusion et le journal Sud Quotidien (du même groupe de presse) saisi. Les autorités leur reprochaient d'avoir diffusé et publié une interview d'un dirigeant du Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (rébellion au Sud du pays).

Au Sénégal, pour éditer un journal, on n'a pas besoin d'autorisation. C'est le régime de déclaration qui prévaut : il suffit de faire la déclaration auprès du procureur de la république et de faire le dépôt légal à chaque parution : (articles 15 16, 17 et 18 de la loi n°96/04 du 2 février 1996, « *loi relative aux organes de communication sociale, aux professions de journaliste et de technicien.* »). Concernant les télévisions, c'est une autorisation de l'Etat qui permet leur création. Les fréquences des radios sont délivrées par l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART).

La meilleure garantie que les journalistes sénégalais ont est la loi 96/04 dans son article 35 qui confère le secret professionnel et garantit la protection des sources des médias.

NOTES :

Notes individuelles : 5, 4, 3, 4, 4, 3, 4, 3, 3, 4

Moyenne : **3.7**

1.2 Le droit à la liberté d'opinion s'exerce et les citoyens, y compris les journalistes exercent leurs droits sans crainte

ANALYSE :

L'exercice du métier de journaliste subit des pressions et nous assistons au règne de la terreur. L'Etat fait pression sur la corporation et essaye de mettre les journalistes au pas. En 2000, avec l'avènement de l'alternance et l'arrivée d'un nouveau pouvoir libéral qui a remplacé le régime socialiste, les journalistes avaient une liberté d'exercer leur métier, garantie par la loi. Mais depuis quelques années,

la situation s'est dégradée et l'Etat semble avoir changé de stratégie envers les journalistes. Ces derniers sont régulièrement convoqués à la fameuse Division des Investigations Criminelles (DIC) dès qu'ils publient des comptes-rendus, enquêtes ou reportages jugés critiques envers le régime. Au niveau des médias publics, subsistent des mécanismes internes d'autocensure qui entravent la liberté d'expression des journalistes qui y travaillent. Très souvent, ces derniers doivent faire face à des brimades et à des opérations d'intimidation.

En dehors de cela, les médias subissent l'emprise de la société en l'occurrence la menace de forces et des lobbys religieux. La censure s'installe de plus en plus au Sénégal avec la fermeture de radios, l'interdiction de parution de journaux, l'arrestation et l'intimidation de journalistes. La menace du religieux et de la politique s'installe définitivement. Est-ce cela qui a poussé un ministre du gouvernement à dire : « Nous allons formater l'esprit des sénégalais » ?

Un livre écrit par un journaliste, Abdou Latif Coulibaly, a même été retiré de la vente car il décrit les dérives du gouvernement du président Wade.

NOTES :

Notes individuelles : 3, 2, 2, 3, 4, 4, 2, 2, 1, 3

Moyenne : **2.6**

1.3 Il n'y a aucune loi limitant la liberté d'expression telles que les lois sur les secrets officiels excessifs ou les lois qui empiètent sur les responsabilités des médias

ANALYSE :

Il n'y a pas une loi spécifique limitant la liberté d'expression, mais les journalistes sont tenus de faire attention à l'information sensible en ce qui concerne la vie privée des citoyens, l'économie nationale...

NOTES :

Notes individuelles : 5, 1, 3, 3, 4, 1, 1, 2, 2, 4

Moyenne : **2.6**

1.4 Il n'y a pas de loi qui contrôle l'entrée dans la profession de journaliste et sa pratique

ANALYSE :

Selon l'article 11 de la Constitution, la création d'organe de presse écrite est libre, mais certains critères permettent de protéger et d'organiser la corporation. Ces critères sont : détenir un diplôme de journalisme ou de professionnel de la communication, exercer dans un organe de presse, tirer la plupart de ses ressources de la pratique du journalisme. Cependant, le Syndicat des Professionnels de l'Information et de la Communication du Sénégal (SYNPICS) propose d'aller vers une révision de ces critères pour arriver à un meilleur respect de la Convention collective des journalistes.

NOTES :

Notes individuelles : 5, 5, 5, 5, 5, 4, 5, 3, 5, 5

Moyenne : **4.7**

1.5 La protection des sources confidentielles d'information est garantie par la loi

ANALYSE :

L'article 35 de la loi n° 96/04 garantit la protection des sources.

NOTES :

Notes individuelles : 5, 5, 5, 5, 5, 5, 5, 5, 1, 5,

Moyenne : **4.6**

1.6 L'information publique est facilement accessible, garantie par la loi à tous les citoyens, y compris les journalistes

ANALYSE :

La seule personne qui garantit l'accès à l'information publique est le président de la République. Le fonctionnaire de l'Etat n'a pas la culture de donner des informations par peur d'être sanctionné. La plupart des dossiers sont classés confidentiels ou secrets d'Etat. Cette situation a instauré un certain culte du secret au niveau de l'administration sénégalaise. Nous notons aussi une certaine discrimination parce que des journalistes dits proche des pouvoirs publics accèdent plus facilement à l'information publique. Cela crée une manipulation évidente de l'Etat envers la presse.

NOTES :

Notes individuelles : 1, 1, 2, 2, 1, 1, 2, 2, 1, 2

Moyenne : **1.5**

1.7 La société civile, en général, et les groupes de pression des médias défendent activement la cause de la liberté des médias

ANALYSE :

La réponse est unanimement oui car la société civile milite activement pour défendre les journalistes.

NOTES :

Notes individuelles : 4, 5, 5, 4, 4, 4, 5, 5, 3, 5

Moyenne : **4.4**

Moyenne totale du secteur 1 :

3.4

Secteur 2 :Le paysage médiatique est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la durabilité

2.1 Une large gamme de sources d'informations (écrite, audiovisuelle, Internet) est disponible et accessible aux citoyens

ANALYSE :

Avec plus d'une vingtaine de quotidiens, autant de magazines et autant de radios, les populations disposent d'une large gamme de sources d'informations surtout dans la capitale Dakar. Mais la télévision et les nouvelles technologies de l'information et de la communication ne sont pas très répandues à l'intérieur du pays. La télévision n'est pas toujours disponible dans les régions et l'outil Internet est quasi inexistant dans le monde rural.

NOTES :

Notes individuelles : 4, 4, 4, 3, 5, 5, 3, 2, 3

Moyenne : **3.7**

2.2 L'accès des citoyens aux sources des médias domestiques et internationaux n'est pas limité par les autorités étatiques

ANALYSE :

L'accès des citoyens aux médias nationaux et internationaux n'est pas limité.

NOTES :

Notes individuelles : 4, 5, 5, 5, 5, 5, 5, 3, 5

Moyenne : **4.7**

2.3 Des efforts sont entrepris pour élargir le champ de diffusion de la presse écrite, particulièrement dans les zones rurales

ANALYSE :

Il existe une Agence de Distribution de Presse (ADP) qui distribue la plupart des journaux, mais avec difficulté surtout dans le monde rural où les populations reçoivent les quotidiens le lendemain de leur parution. Surtout que l'Etat n'a presque rien entrepris pour promouvoir la diffusion des médias à l'intérieur du pays. Il n'y a quasiment pas d'éditions en langue nationale, ce qui limite l'accès aux médias car les populations sont le plus souvent alphabétisées en langues nationales. Le lectorat dans les zones rurales représente 20 % et le prix de ventes des journaux (100 et 200 FCFA pour les quotidiens, entre 500 et 1000 FCFA pour les magazines) est hors de portée pour les populations qui y vivent. Quant aux distributeurs, ils retiennent un pourcentage de 30 % sur la vente des journaux. Le monopole de l'ADP, qui se fait au détriment des opérateurs, est en place depuis 1947. Notons que cette agence est une filiale du groupe français Hachette. (NB : 1 euro = 656 FCFA)

NOTES :

Notes individuelles : 2, 3, 2, 2, 5, 1, 1, 1, 2

Moyenne : **2.1**

2.4 La législation sur la communication audiovisuelle a été adoptée et est appliquée et prévoit un environnement favorable aux programmes publics, commerciaux et communautaires

ANALYSE :

La législation est adoptée, mais elle n'est pas appliquée et est désuète. En ce qui concerne la télévision, l'Etat en a fait sa chasse gardée même si on a noté l'apparition de deux à trois chaînes privées accordées à des opérateurs jugés « sûrs ». En effet, des groupes de presse comme Sud Communication ou Wal Fadjri n'ont jusque-là pas encore reçu une fréquence de télévision alors qu'ils en ont fait la demande depuis des années. Toute la législation, en matière de télévision, est à parfaire pour créer un véritable environnement favorable.

NOTES :

Notes individuelles : 2, 3, 2, 2, 2, 1, 2, 1, 3

Moyenne : **2**

2.5 Les médias audiovisuels communautaires bénéficient d'une promotion spéciale étant donné leur potentiel à étendre l'accès aux populations pauvres et rurales

ANALYSE :

Les radios communautaires rapprochent les populations pauvres et rurales. Cependant, les journalistes au niveau de ces radios sont très frustrés. Ainsi, la radio communautaire « Oxy-Jeunes », située à Pikine en banlieue dakaroise, fait face à une réglementation qui l'empêche d'accéder à la publicité. Résultat : cette radio pourtant très bien écoutée n'a pas la possibilité de se développer et de faire face à ses besoins économiques. Elle ne dispose d'aucun fonds de financement à part la subvention octroyée par l'Etat à travers le Fonds d'aide à la presse. La mise sur pied de radios communautaires est difficile et on assiste à un manque cruel de formation pour les dirigeants de ces radios.

NOTES :

Notes individuelles : 2, 2, 1, 1, 1, 2, 1, 1, 1

Moyenne : **1.3**

2.6 L'indépendance éditoriale de la presse écrite publiée par une autorité publique est suffisamment protégée contre l'ingérence politique excessive

ANALYSE :

Il n'y a pas d'indépendance éditoriale dans les médias écrits publiés par une autorité publique.

NOTES :

Notes individuelles : 1, 2, 1, 1, 1, 2, 1, 1, 1

Moyenne : **1.2**

2.7 Les agences d'informations locales et régionales indépendantes collectent et distribuent l'information à tous les médias

ANALYSE :

Oui, ces agences collectent et diffusent l'information à tous les medias.

NOTES :

Notes individuelles : 3, 4, 4, 4, 2, 3, 4, 2, 5

Moyenne : **3.4**

2.8 La diversité des médias est promue à travers une régulation/législation appropriée de la concurrence

ANALYSE :

Au Sénégal, les médias évoluent dans un contexte libéral et c'est la loi du marché qui est en vigueur. Cependant, le secteur de l'audiovisuel est encore la chasse gardée des autorités publiques qui octroient les fréquences radios et les chaînes de télévision. Un exemple : la demande du groupe Sud Communication pour l'ouverture d'une télévision (déposée depuis plusieurs années) a été rejetée et le chef de l'Etat a même déclaré aux demandeurs : « Je ne donnerais pas de télé à des gens qui m'insultent ».

NOTES :

Notes individuelles : 3, 2, 1, 1, 5, 2, 2, 1, 2

Moyenne : **2.1**

2.9 Le gouvernement met en place des mécanismes devant promouvoir un environnement politique et économique favorable à la diversité du paysage médiatique

ANALYSE :

Les médias ont besoin d'un accompagnement économique et l'aide à la presse n'est pas la solution adéquate. La loi prévoit une enveloppe de 300 millions de francs CFA (revue à la hausse en 2006, elle est désormais de 400 millions de francs CFA) pour cette aide à la presse. Signalons que cette aide existe depuis 1990. En 2005, les autorités l'avaient suspendu et les entreprises de presse avaient pu fonctionner plus ou moins normalement, comme pour montrer aux autorités qu'elles pourraient bien se passer de cette subvention. Notons que cette aide, normalement, est destinée aux entreprises et aux employés afin d'améliorer leurs conditions de travail.

Par ailleurs, le Syndicat des Professionnels de l'Information et de la Communication du Sénégal (SYNPICS) - principal syndicat des journalistes - ne cesse de s'insurger contre le fait que les patrons de presse, dans leur majorité, n'appliquent pas la Convention collective des journalistes.

NOTES :

Notes individuelles : 1, 3, 2, 2, 2, 2, 1, 1

Moyenne : **1.8**

2.10 Les organes de presse privés fonctionnent comme des entreprises efficaces et professionnelles

ANALYSE :

Dans les organes de presse privés, de nombreux employés n'ont pas de contrat. Du point de vue de la société civile, cela donne l'impression que ces entreprises sont mal gérées et qu'elles font face à des difficultés financières. La plupart des groupes de presse ne peuvent pas appliquer la Convention collective à leurs employés, ni verser les cotisations à l'Institut de Prévoyance Retraites du Sénégal (IPRES). Les groupes pionniers (Sud Communication, Wal Fadjri...) traversent actuellement une période difficile. On assiste à une prolifération de journaux, mais ceux qui ne respectent pas les normes ne durent pas. Néanmoins, la presse est en train de devenir un secteur lucratif.

NOTES :

Notes individuelles : 3, 3, 2, 2, 2, 3, 3, 2 3

Moyenne : **2.6**

2.11 Les médias écrits d'Etat ne sont pas subventionnés avec l'argent des contribuables

ANALYSE :

La RTS 1 est subventionné par l'Etat. Le quotidien national Le Soleil ne reçoit pas de subventions publiques ainsi que l'Agence de Presse Sénégalaise (APS), mais ces deux organes publics reçoivent des subsides. L'idéal est d'en faire des services publics forts. Le Soleil est éligible à l'aide à la presse. La RTS tire 65 % de ses ressources de la publicité.

NOTES :

Notes individuelles : 1, 3, 1, 1, 3, 2,1, 1, 4

Moyenne : **1.9**

2.12 Le gouvernement n'utilise pas son pouvoir à travers l'attribution des contrats publicitaires pour influencer sur le contenu des médias

ANALYSE :

Au Sénégal, le gouvernement fait usage de ce pouvoir. Certains ministres vont même jusqu'à menacer leur agent de sanctions si jamais ils octroient de la publicité à certaines radios privées.

NOTES :

Notes individuelles : 2, 2, 1, 1, 2, 1, 1, 1, 1

Moyenne : **1.3**

2.13 *Le marché de la publicité est assez vaste pour faire vivre plusieurs organes de presse*

ANALYSE :

Avec un marché de six à douze milliards de francs, le marché de la publicité est très vaste mais les organes de presse n'en profitent pas réellement. Le secteur de la communication est évalué à 100 milliards dans le Produit Intérieur Brut (PIB).

NOTES :

Notes individuelles : 4, 4, 4, 4, 5, 2, 4, 2, 4

Moyenne : **3.7**

Moyenne totale du secteur 2 : 2.4

Secteur 3 : La régulation de la communication audio-visuelle est transparente et indépendante, les médias d'Etat se transforment en véritables médias audiovisuels de service public

3.1 La communication audiovisuelle est régulée par un organe indépendant suffisamment protégé contre toute ingérence, particulièrement d'ordre politique ou économique

ANALYSE :

Avant, il y avait le Haut Conseil de l'Audiovisuel (HCA) dont l'une des faiblesses était son manque de rigueur par rapport à son rôle de régulateur. En effet, il ne désignait presque jamais les organes qui transgressaient les lois et les libertés individuelles et manquait cruellement de personnes qualifiées techniquement pour mener à bien sa mission de régulation des médias audiovisuels.

Il a été récemment remplacé par le Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel (CNRA) avec des attributions jugées plus larges, selon les autorités. Entre autres missions, le CNRA veille au respect des règles d'éthique et de déontologie dans le traitement de l'information et dans la programmation des médias audiovisuels. Cet organe veille aussi à l'indépendance et à la liberté de l'information dans le secteur de l'audiovisuel ; à la libre et saine concurrence entre les entreprises de communication audiovisuelle. Le CNRA fixe aussi les règles concernant les conditions de production, de programmation et de diffusion des émissions des médias audiovisuels pendant les campagnes électorales.

Cependant, le SYNPICS (principal syndicat de journalistes) n'y a aucun représentant et n'a pas manqué de dénoncer cette situation qu'il juge préjudiciable à la bonne marche du CNRA.

NOTES :

Notes individuelles : 3, 2, 2, 3, 1, 1, 1, 2, 3

Moyenne : **2.0**

3.2 La procédure de nomination des membres de l'organe de régulation est ouverte et transparente et prend en compte la société civile

ANALYSE :

Les neuf membres du CNRA sont tous nommés par le président de la République. Leur mandat de six ans n'est ni révocable, ni renouvelable. La société civile y est bien représentée. Au sein des membres de l'ancien HCA, il n'y avait pas un contre-pouvoir.

NOTES :

Notes individuelles : 4, 3, 2, 5, 2, 1, 1, 2, 2

Moyenne : **2.4**

3.3 L'organe régule la communication audiovisuelle dans l'intérêt du public et assure l'équité et la diversité de vues qui représentent largement la société dans son ensemble

ANALYSE :

Un organe mal organisé ne peut pas défendre l'intérêt de la société. La télévision nationale n'obtempère jamais quand l'ex-HCA l'interpellait pour des manquements. L'organe manque de moyens et était caractérisé par l'absence de communication. Il dénonçait, mais n'assurait pas l'équité. L'organe ne parvenait pas à faire son monitoring.

Le HCA ne pouvait rien contre la Télévision nationale et ses moyens d'action sont limités.

NOTES :

Notes individuelles : 3, 2, 2, 3, 2, 1, 1, 2, 1

Moyenne : **1.9**

3.4 Les décisions de l'organe sur l'attribution des licences, en particulier, sont guidées par une politique de communication audiovisuelle conçue de manière transparente et inclusive

ANALYSE :

Le HCA ne distribuait pas les fréquences. L'Agence de Régulation des Télécommunications (ART) n'attribue pas les licences, mais seulement les fréquences. C'est le ministère de l'information qui les attribue. A-t-on besoin de deux organes différents de régulation ? C'est la question que se posent la plupart des professionnels au niveau des medias.

NOTES :

Notes individuelles : 2, 1, 1, 2, 1, 1, 1, 1, 1

Moyenne : **1.2**

3.5 Le diffuseur public est responsable devant le public à travers un conseil d'administration représentatif de la société dans son ensemble et désigné de manière indépendante, ouverte et transparente

ANALYSE :

La réponse est non.

NOTES :

Notes individuelles : 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1

Moyenne : **1.0**

3.6 Les personnes qui ont des intérêts d'ordre politique ou économique ne peuvent pas être membres du conseil, c'est-à-dire les titulaires de poste au niveau de l'Etat et des partis politiques, ainsi que ceux qui ont un intérêt financier dans l'industrie audiovisuelle

ANALYSE :

Analyse :

La réponse est non.

NOTES :

Notes individuelles : 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1

Moyenne : **1.0**

3.7 L'indépendance éditoriale du diffuseur public vis-à-vis de toute pression commerciale et de toute influence politique est garantie par la loi et appliquée

ANALYSE :

Analyse :

Oui, l'indépendance éditoriale est garantie par la loi, mais n'est pas appliquée.

NOTES :

Notes individuelles : 2, 1, 1, 2, 1, 1, 1, 1, 1

Moyenne : **1.2**

3.8 Le diffuseur public est correctement financé afin de l'empêcher de subir une ingérence arbitraire par le biais de son budget

ANALYSE :

Oui, le diffuseur public est financé plus ou moins correctement, mais il subit une ingérence de la part des autorités.

NOTES :

Notes individuelles : 3, 1, 3, 5, 2, 1, 1, 4, 1

Moyenne : **2.3**

3.9 Le diffuseur public est techniquement accessible à travers tout le pays

ANALYSE :

90% du territoire national est couvert par la Radio Télévision nationale du Sénégal.

NOTES :

Notes individuelles : 4, 4, 3, 3, 4, 2, 2, 4, 4

Moyenne : **3.3**

3.10 Le diffuseur public offre une programmation variée pour représenter tous les intérêts

ANALYSE :

Sur ce plan, les avis sont partagés. Il y a des efforts, mais ils sont loin d'être suffisants. Si on prend l'exemple de certaines ethnies du Sénégal, elles ne sont pas toutes représentées dans les programmes de radio et de télévision publiques. Il y a une hégémonie du Wolof (l'ethnie majoritaire) et du Poular. Une bonne partie du public commence à dire qu'elle ne se reconnaît pas dans les programmes de la télévision nationale.

NOTES :

Notes individuelles : 3, 3, 2, 3, 2, 1, 1, 1, 2

Moyenne : **2.0**

3.11 Le diffuseur public fournit des informations équilibrées et justes, reflétant les différents points de vue et opinions

ANALYSE :

Non, ce n'est pas le cas car les différents points de vue et opinions de l'ensemble des Sénégalais ne se reflètent pas toujours dans les programmes de la radio et (surtout) de la télévision publiques.

NOTES :

Notes individuelles : 1, 2, 1, 2, , 2, 1, 1, 1, 1

Moyenne : **1.3**

3.12 Le diffuseur public présente un contenu local aussi varié et créatif qu'économiquement réalisable

ANALYSE :

Non, ce n'est pas le cas, hormis des émissions comme « Pasteef » (télévision) et « Disso » (radio) de temps en temps. Près de 80% du budget du diffuseur public est consacré aux salaires de ses employés et il ne met pas en place des moyens pour faire des reportages et réaliser des documentaires.

NOTES :

Notes individuelles : 2, 2, 1, 2, 2, 1, 1, 2, 3

Moyenne : **1.8**

Secteur 4: Les médias pratiquent un niveau élevé de normes professionnelles

4.1 Les médias suivent volontairement des codes de déontologie professionnelle qui sont appliqués par des organes d'autorégulation

ANALYSE :

L'affaire Talla Sylla (du nom d'un opposant politique agressé, il y a quelques années, par des individus soupçonnés d'être des proches du président Abdoulaye Wade) a été « couverte » par les médias sénégalais avec extrapolations, presque sans photos. Et d'après les témoins de la scène, certains faits décrits ne correspondaient pas à la réalité. Il y a eu une sorte de connivence.

Les codes appliqués sont propres à la profession, mais ne sont pas appliqués par des organes d'autorégulation. La profession, avec le Conseil pour le Respect de l'Éthique et de la Déontologie (CRED), veille à la bonne application du travail de journaliste. Les règles de déontologie sont respectées même si, selon le CRED, il y a des dérives dans la presse. C'est la raison pour laquelle le CRED a été mis sur pied il y a quelques années afin de familiariser les journalistes aux questions de déontologie. Globalement il y a un professionnalisme, mais des problèmes subsistent.

Environ vingt quotidiens ont vu le jour et d'autres naîtront avant les élections présidentielle et législatives prévues en février 2007. L'État et les hommes politiques sont à la base de cette situation. La plupart de ces quotidiens ne répondent pas aux normes professionnelles. En effet la loi dit qu'il faut un directeur de publication professionnel, mais actuellement il y a des quotidiens qui sont dirigés par des directeurs non professionnels.

Quand la presse se mêle de politique, elle est partie prenante du débat (exemple de la Côte d'Ivoire) et ça crée des dérives. N'importe qui peut créer une opinion. Certains journalistes ne savent pas distinguer le commentaire, l'éditorial, du reportage. Le HCA, créé par la loi et le CRED, créé par les journalistes eux-mêmes, suffisent pour réguler le secteur, mais cependant l'administration tente de s'y immiscer pour s'occuper d'éthique et de déontologie. Les textes sont clairs et précis ; il y a une loi qui est relative aux organes de presse. La carte de presse est délivrée par une commission mise sur pied par l'État.

Le personnel d'un organe de presse doit être en majorité composé de journalistes. Le CRED propose des sanctions à l'encontre de l'organe incriminé, mais il faudrait que cet organe d'autorégulation dispose d'un pouvoir de sanctions.

Le premier principe pour que les médias appliquent les codes de déontologie est la formation qui relève de la responsabilité de l'Etat.

NOTES :

Notes individuelles : 1, 2, 2, 3, 3, 3, 4, 4, 3, 3

Moyenne : **2.8**

4.2 Les normes de reportage suivent les principes de base d'exactitude et d'impartialité

ANALYSE :

Oui, mais des dérives existent encore au niveau des médias sénégalais en général.

NOTES :

Notes individuelles : 1, 2, 2, 3, 2, 3, 2, 3, 2, 3

Moyenne : **2.3**

4.3 Les médias couvrent tous les évènements, et sujets, y compris l'économie, la culture, les informations locales et d'investigation

ANALYSE :

Il y a des déséquilibres dans le traitement de l'information où les faits politiques occupent la première place. Il existe ainsi une hégémonie des sujets à caractère politique dans les médias sénégalais. Les journaux des partis politiques ont d'ailleurs presque tous disparu et ont été remplacés par la presse d'informations générales qui fait florès. En général, les quotidiens vendent plus de titres racleurs que de contenu journalistique.

Il est urgent de mettre en œuvre un programme de formation avec l'apport de consultants. Il faudrait aussi, entre journalistes, que la confiance s'installe. L'importance de la société civile au niveau des médias doit également être soulignée. L'avènement de la presse populaire a accentué les dérives.

Après sept ans d'existence, le CRED doit renforcer sa légitimité et sa crédibilité. Il est ainsi nécessaire d'ouvrir un large débat sur cette structure d'autorégulation des médias sénégalais.

Le Fonds d'aide à la presse alloue 5 % pour le CRED et 10 % pour la formation.

NOTES :

Notes individuelles : 1, 2, 3, 3, 2, 2, 3, 4, 4, 4

Moyenne : **2.8**

4.4 L'intégration du genre est promue en termes de participation égale des deux sexes dans le processus de production

ANALYSE :

Les médias sénégalais étaient naguère le bastion des hommes, les femmes y occupant rarement des postes de responsabilité. Mais depuis quelques années la tendance commence à s'inverser et on trouve de plus en plus des femmes rédactrices en chef ou chef de desk. Il y a plus de femmes dans les médias par rapport au passé, mais est-ce qu'on sent le poids de ces femmes ?

C'est la presse écrite et les radios qui font passer des opinions négatives sur les femmes en général, c'est pourquoi l'aspect genre dans un sens de l'amélioration de la condition de la femme tarde à voir le jour.

NOTES :

Notes individuelles : 1, 1, 3, 3, 5, 2, 2, 2, 2, 2

Moyenne : **2.3**

4.5 L'intégration du genre se reflète dans le contenu éditorial

ANALYSE :

La réponse est non.

NOTES :

Notes individuelles : 1, 1, 1, 2, 5, 2, 2, 2, 1, 2

Moyenne : **1.9**

4.6 Les journalistes et les directeurs de publication n'exercent pas l'autocensure

ANALYSE :

Il y a plusieurs lignes éditoriales qui changent à cause de l'influence de la politique. L'autocensure existe. C'est la censure organisée. Dans l'affaire Idrissa Seck (du nom de l'ancien Premier ministre soupçonné d'être impliqué dans une affaire de corruption) il y a eu quelques cas de censure, d'autocensure et même de manipulation.

NOTES :

Notes individuelles : 3, 1, 2, 5, 3, 2, 2, 3, 2, 3

Moyenne : **2.6**

4.7 Les propriétaires des médias privés n'empiètent pas sur l'indépendance éditoriale

ANALYSE :

Oui, les propriétaires des médias empiètent sur l'indépendance éditoriale. Mais le dernier mot revient toujours aux directeurs de publication.

NOTES :

Notes individuelles : 3, 1, 1, 2, 4, 2, 2, 3, 3, 2

Moyenne : **2.3**

4.8 Les niveaux de salaire et les conditions générales de travail des journalistes et des autres professionnels de la communication sont appropriés pour décourager la corruption

ANALYSE :

Au Sénégal, les salaires des journalistes et professionnels de la communication sont bas. Cela fait que des journalistes peuvent être tentés par la corruption. Il y a des patrons de presse qui appliquent des « Conventions maison ». Le Sénégal est l'un des rares pays d'Afrique où il existe une Convention collective des journalistes. Le salaire de base y est de 169 412 francs CFA. Mais cette convention n'est pas appliquée dans l'ensemble des entreprises de presse surtout celles du secteur privé.

NOTES :

Notes individuelles : 1, 3, 1, 2, 2, 2, 3, 3, 1, 3

Moyenne : **2.1**

4.9 Les structures de formation offrent des programmes de qualification aux journalistes ainsi que des opportunités d'améliorer leurs connaissances

ANALYSE :

Le Centre d'Etude des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) à l'Université de Dakar offre une formation de base à des étudiants du Sénégal et de l'Afrique francophone. Il existe également des institutions privées de formation. Les professionnels préconisent des programmes identiques dans les écoles privées de formation tels que administrés au CESTI. Il existe un DESS au CESTI et on peut y suivre un programme doctoral de l'Université de Bordeaux. Il existe d'ailleurs un projet du chef de l'Etat de créer un institut supérieur de journalisme. Les professionnels des médias pensent qu'il faut plutôt renforcer le CESTI tout en le laissant au sein de l'Université. Les patrons de presse estiment que le niveau de formation des journalistes au CESTI et dans le privé est correct.

NOTES :

Notes individuelles : 1, 3, 3, 3, 4, 3, 4, 3, 3, 4

Moyenne : **3.1**

4.10 Les journalistes et les autres professionnels de la communication sont organisés en syndicats et/ou associations professionnelles

ANALYSE :

Analyse :

Oui, au Sénégal les journalistes et les professionnels de la communication sont bien organisés en syndicats et en association professionnelles.

NOTES :

Notes individuelles : 4, 5, 4, 5, 5, 4, 4, 5, 5, 4

Moyenne : **4.5**

Moyenne totale du secteur 4 :

2.7

MOYENNE DE TOUS LES SECTEURS :

2.6

La réunion du panel a eu lieu à Saly du 11 au 13 mai 2006.

Membres du panel :

Société civile :

1. Mme Penda Mbow, historienne, universitaire - chercheur
2. Mme Woré Seck, sociologue
3. Mme. Fatou Sarr - Sow, sociologue, Universitaire - hercheur
4. M.Aziz Dieng, artiste
5. Me Massokhna Kane, avocat

Média :

1. M. Mbaye Sidy Mbaye, Journaliste
2. M. Abdoulaye Bamba Diallo, Journaliste et directeur de publication
3. M. Alpha Sall, journaliste et Syndicaliste
4. Mme Diatou Cissé Coulibaly, Journaliste et Syndicaliste
5. Mme Ndèye Fatou Sy, Journaliste

Rapporteur :

Mariama Sylla

Modérateur :

Gabriel Ayité Baglo

THE AFRICAN MEDIA BAROMETER – SENEGAL

Sector 1: Freedom of expression, including the freedom of the media, is effectively protected and promoted

1.1 Freedom of expression, including freedom of the media, is guaranteed in the Constitution and protected by other laws

ANALYSIS:

The Senegalese Constitution, in its articles 8, 9, 10 and 11, guarantees freedom of expression for all citizens. Civil and political liberties (freedom of opinion, freedom of expression, press freedom) are enjoyed under conditions stipulated by the law. However, there are a few problems in Senegal because some laws obstruct the freedom of journalists. A good example is article 80 of the criminal code relative to State security, which the Ministry of Interior brandishes every time it suits it to seize newspapers or close down radio stations. Thus, on 17 October 2005, the programmes of the private radio Sud FM, were suspended and the newspaper Sud Quotidien (belonging to the same media group) was seized. The authorities accused them of broadcasting and publishing an interview with a leader of the Movement of Democratic Forces of Casamance (MFDC, the rebellion in Southern Senegal).

It is worth noting that to publish a newspaper in Senegal, an authorisation is not necessary. The system of declaration prevails: one simply needs to declare one's intention to the State Prosecutor and make a legal deposit for each issue : (articles 15 16, 17 and 18 of law n°96/04 of 2 February 1996, « *law relative to social communication organs, the professions of journalist and technician.* »). However, a State authorisation is required to create televisions. Radio frequencies are issued by the Agence de Régulation des Télécommunications (ART- Telecommunication Regulation Agency).

The best guarantee which Senegalese journalists have is law 96/04 which, in its article 35, makes provision for confidentiality and guarantees the protection of media sources.

SCORES:

Individual scores: 5, 4, 3, 4, 4, 3, 4, 3, 3, 4

Average score: **3.7**

1.2 The right to freedom of expression is practised and citizens, including journalists, are asserting their rights without fear.

ANALYSIS:

Exercising the profession of journalist is confronted with pressure and we are witness to the reign of terror. The State exerts pressure on the profession and tries to forcefully bring journalists to heel. In 2000, with the advent of political change and the arrival in power, of a new liberal government in replacement of the Socialist government, journalists were free to carry out their profession, guaranteed by the law. However, the situation has deteriorated over the past few years and the State seems to have changed strategies towards journalists. The latter are regularly summoned to the Criminal Investigation Division (CID) as soon as they publish accounts, investigations or feature stories thought to be critical of the government. In the public media, there are still internal self-censoring mechanisms which interfere with the freedom of expression of journalists working there. Very often, the latter are subjected to harassments and intimidation operations.

Furthermore, the media is in the grip of society, and to be more specific, of the threat of religious forces and lobbies. Censorship has increasingly become the order of the day in Senegal, with radio stations being closed, newspapers banned and journalists arrested and intimidated. The threat from religious and political authorities has taken root. Does this explain why a Government Minister said: «We are going to format the minds of Senegalese»?

The sale of a book written by a journalist, Abdou Latif Coulibaly, was even prohibited because it talks about the drifts of President Wade's government.

SCORES:

Individual scores: 3, 2, 2, 3, 4, 4, 2, 2, 1, 3

Average score: **2.6**

1.3 There are no laws restricting freedom of expression such as excessive official secret or libel acts, or laws that unreasonably interfere with the responsibilities of media.

ANALYSIS:

There are no specific laws restricting freedom of expression, but journalists are required to be cautious about disseminating sensitive information with respect to the private lives of citizens, the national economy. ...

SCORES:

Individual scores: 5, 1, 3, 3, 4, 1, 1, 2, 2, 4

Average score: **2.6**

1.4 Entry into and practise of the journalistic profession is legally unrestricted.

ANALYSIS:

According to article 11 of the Constitution, the creation of a print media outlet is unrestricted. However, there are some criteria which protect and organise the profession. These are: the need to have a degree in journalism or a professional communication degree, work in a media outlet, draw most of one's resources from journalism practice. However, the 'Syndicat des Professionnels de l'Information et de la Communication du Senegal' (Union of Professionals of Information and Communication of Senegal (SYNPICS)) proposes a review of the said criteria to ensure further compliance with the Collective Agreement for Journalists.

SCORES:

Individual scores: 5, 5, 5, 5, 5, 4, 5, 3, 5, 5

Average score: **4.7**

1.5 Protection of confidential sources of information is guaranteed by law

ANALYSIS:

Article 35 of law n° 96/04 guarantees the protection of sources.

SCORES:

Individual scores: 5, 5, 5, 5, 5, 5, 5, 5, 1, 5,

Average score: **4.6**

1.6 Public information is easily accessible, guaranteed by law, to all citizens, including journalists.

ANALYSIS:

The only person empowered to guarantee access to public information is the President of the Republic. The State official does not have the culture of giving information, for fear of being punished. Most files are marked confidential or State secret. This situation creates a certain secret cult in the Senegalese administration. One also observes a certain form of discrimination because journalists, who are thought to be close to the government, have easier access to public information. Thus, the press is easily manipulated by the State.

SCORES:

Individual scores: 1, 1, 2, 2, 1, 1, 2, 2, 1, 2

Average score: **1.5**

1.7 Civil society in general and media lobby groups actively advance the cause of media freedom

ANALYSIS:

The response is unanimously affirmative since the civil society is actively engaged in the defence of journalists.

SCORES:

Individual scores: 4, 5, 5, 4, 4, 4, 5, 5, 3, 5

Average score: **4.4**

Overall score for sector 1: 3.4

Sector 2: The media landscape is characterized by diversity, independence and sustainability

2.1 A wide range of sources of information (print, broadcasting, internet) is available and affordable to citizens

ANALYSIS:

With over twenty daily newspapers, as many magazines and as many radio stations, the populations have a wide range of information sources, especially in the capital, Dakar. But the television and the new information and communication technologies are not very widespread in the provinces. Television is not always available in the regions and the Internet tool is almost non-existent in the rural areas.

SCORES:

Individual scores: 4, 4, 4, 3, 5, 5, 3, 2, 3

Average score: **3.7**

2.2 Citizens' access to domestic and international media sources is not restricted by State authorities.

ANALYSIS:

The citizens' access to the national and international media is not restricted.

SCORES:

Individual scores: 4, 5, 5, 5, 5, 5, 5, 3, 5

Average score: **4.7**

2.3 Efforts are undertaken to increase the scope of circulation of the print media, particularly to rural communities.

ANALYSIS:

There is a Press Distribution Agency (ADP) which distributes most of the newspapers, but with difficulty especially in the rural areas, where the populations receive daily newspapers a day after they are issued. This is particularly so since Senegal has not done much to promote the circulation of the media in the provinces. There are virtually no publications in national languages, and this limits access to the media because the populations are more often literate in the national languages. The readership in the rural areas represents 20 % and the selling price of newspapers (100 and 200 CFAF for daily newspapers, between 500 and 1000 CFAF for magazines) is out of reach for the populations in these areas. For their part, the distributors retain 30 % of the price of sold newspapers. The monopoly of the Press Distribution Agency acquired at the detriment of operators, has been instituted since 1947. It is worth noting that this agency is a subsidiary of the French Group, Hachette. (NB: 1euro = 656 CFAF)

SCORES:

Individual scores: 2, 3, 2, 2, 5, 1, 1, 1, 2

Average score: **2.1**

2.4 Broadcasting legislation has been passed and is implemented that provides for a conducive environment for public, commercial and community broadcasting.

ANALYSIS:

The law has been adopted. However, not only is it not implemented but it is outdated. As regards television, the State has made it its private preserve, even though two to three private channels have been given to operators who are considered as « safe ». Actually, media groups like 'Sud Communication' or 'Wal Fadjri' have not yet received a television frequency, despite the fact that they applied for it years ago. The entire legislation relative to television needs to be improved on in order to create a really favourable environment.

SCORES:

Individual scores: 2, 3, 2, 2, 2, 1, 2, 1, 3

Average score: **2.0**

2.5 Community broadcasting enjoys special promotion given its potential to broaden access by poor and rural communities.

ANALYSIS:

Community radios bring the poor and rural populations closer. However, the journalists working in these radio stations are very frustrated. For example, the community radio « Oxy-Jeunes », located in

Pikine, a suburb of Dakar, is subjected to regulations that prevent it from making advertisements. As a result, this radio which has a wide audience has difficulty to develop and face up to its economic needs. It has no financing funds apart from the subsidy received from the State through the Press assistance fund. The creation of community radios is not easy and there is an acute lack of training for the managers of these radios.

SCORES:

Individual scores: 2, 2, 1, 1, 1, 2, 1, 1, 1

Average score: **1.3**

2.6 The editorial independence of the print media published by a public authority is adequately protected against undue political interference

ANALYSIS:

There is no editorial independence in the print media published by a public authority.

SCORES:

Individual scores: 1, 2, 1, 1, 1, 2, 1, 1, 1

Average score: **1.2**

2.7 Local or regional independent news agencies gather and distribute information for all the media

ANALYSIS:

Yes, these agencies collect and distribute information for all the media.

SCORES:

Individual scores: 3, 4, 4, 4, 2, 3, 4, 2, 5

Average score: **3.4**

2.8 Media diversity is promoted through adequate competition regulation/legislation.

ANALYSIS:

In Senegal, the media evolves in a liberal context in which the law of the market is in force. However, the audiovisual sector is still the private preserve of public authorities who dish out radio frequencies and television channels. For example : the request by the Sud Communication Group to open a television (submitted several years ago) has been rejected and the Head of State even said to the applicants :: « I will not give the television to people who insult me ».

SCORES:

Individual scores: 3, 2, 1, 1, 5, 2, 2, 1, 2

Average score: **2.1**

2.9 Government institutes mechanisms to promote a political and economic environment conducive for a diverse media landscape.

ANALYSIS:

The media needs economic support and the assistance to the press is not the appropriate solution. The law fixes this assistance to the press at 300 million CFA francs (increased to 400 million CFA francs in 2006). It is worth noting that this assistance has been in existence since 1990. In 2005, it was suspended by the authorities but the press businesses were able to function relatively well, as if to confirm to the authorities that they could do without this subsidy. This assistance is normally meant for press businesses and employees to improve their living conditions.

Moreover, SYNPICS (Union of Professionals of Information and Communication of Senegal) – the leading journalists' union – continues to state its strong opposition to the fact that most press managers do not apply the Collective Agreement for Journalists.

SCORES:

Individual scores: 1, 3, 2, 2, 2, 2, 2, 1, 1

Average score: **1.8**

2.10 Private media organs operate as efficient and professional businesses.

ANALYSIS:

In the private press organs, many employees have no contract. From the civil society standpoint, this gives the impression that these businesses are poorly managed and are confronted with financial difficulties. Most of the press groups cannot apply the Collective Agreement to their employees, or contribute to the Pensions Plan (l'Institut de Prévoyance Retraites du Senegal (IPRES)). The pioneer groups (Sud Communication, Wal Fadjri...) are currently going through a difficult period. There is a proliferation of newspapers, but those that do not comply with the standards disappear after a while. Nevertheless, the press is developing into a profitable sector.

SCORES:

Individual scores: 3, 3, 2, 2, 2, 3, 3, 2, 3

Average score: **2.6**

2.11 State print media are not subsidised with tax payers' money

ANALYSIS:

RTS 1 is subsidised by the State. The national daily, 'Le Soleil', and the Senegalese News Agency (APS) do not receive public subsidy, but these two public organs receive grants. The ideal thing would have been to turn them into solid public services. 'Le Soleil' is eligible for the assistance to the press. RTS draws 65 % of its resources from advertising.

SCORES:

Individual scores: 1, 3, 1, 1, 3, 2,1, 1, 4

Average score: **1.9**

2.12 *Government does not use its power over the placement of advertisements as a means to interfere with media content.*

ANALYSIS:

In Senegal, the government makes use of this authority. Some ministers even go as far as to threaten their agents with disciplinary measures, if they dare to award advertising contracts to some private radio stations.

SCORES:

Individual scores: 2, 2, 1, 1, 2, 1, 1, 1, 1

Average score: **1.3**

2.13 *The advertising market is large enough to maintain a diversity of media outlets.*

ANALYSIS:

The advertising market, worth six to twelve billion francs, is extremely vast, but media outlets do not effectively take advantage of it. The contribution of the communication sector in the Gross Domestic Product (GDP) is estimated at 100 billion.

SCORES:

Individual scores: 4, 4, 4, 4, 5, 2, 4, 2, 4

Average score: **3.7**

Overall score for sector 2: 2.4

Sector 3: *Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster*

3.1 Broadcasting is regulated by an independent body adequately protected against interference, particularly of a political and economic nature.

ANALYSIS:

In the past, there was the 'Haut Conseil de l'Audiovisuel' (HCA), the weaknesses of which included its lack of rigour in its role of regulator. In fact, it almost never signalled out the organs that contravened the laws and individual liberties and was confronted with an acute shortage of technically qualified persons to successfully carry out its mission of regulating the broadcasting media.

It was recently replaced by the 'Conseil National de Régulation de l'Audiovisuel' (CNRA) with broader attributions, according to the authorities. The missions of the CNRA include ensuring compliance with the code of ethics and deontology in the treatment of information, as well as in the programming of the broadcasting media. This body also sees to the independence and freedom of information in the broadcasting sector; to free and healthy competition among media businesses. The CNRA also defines the rules concerning the conditions of production, programming and broadcasting of audiovisual media programmes during the election campaign. .

However, SYNPICS (the leading journalists' union) is not represented in this body and did not hesitate to denounce this situation which it considers prejudicial to the proper functioning of the CNRA.

SCORES:

Individual scores: 3, 2, 2, 3, 1, 1, 1, 2, 3

Average score: **2.0**

3.2 The appointments procedure for members of the regulatory body is open and transparent and involves civil society.

ANALYSIS:

The nine members of the CNRA are all appointed by the President of the Republic. Their six year mandate is neither revocable nor renewable. The civil society is well represented, contrary to the membership of the former HCA, which did not include any pressure groups.

SCORES:

Individual scores: 4, 3, 2, 5, 2, 1, 1, 2, 2

Average score: **2.4**

3.3 The body regulates broadcasting in the public interest and ensures fairness and a diversity of views broadly representing society at large.

ANALYSIS:

An unorganised group cannot defend the interest of the society. The national television never complied when the ex-HCA drew its attention to violations. The body lacked means and was characterised by lack of communication. It contented itself with denouncing issues, but did not ensure equity. It could not carry out its monitoring role.

The HCA could do nothing against the National Television and its means of action were limited.

SCORES:

Individual scores: 3, 2, 2, 3, 2, 1, 1, 2, 1

Average score: **1.9**

3.4 The body’s decisions on licensing in particular are informed by a broadcasting policy developed in a transparent and inclusive manner

ANALYSIS:

The HCA did not assign frequencies. ‘L’Agence de Régulation des Télécommunications’ (ART) does not issue licences, but only frequencies. They are assigned by the Minister of Information. Do we therefore need two different regulating bodies? This is a question that most media practitioners ask themselves.

SCORES:

Individual scores: 2, 1, 1, 2, 1, 1, 1, 1, 1

Average score: **1.2**

3.5 The public broadcaster is accountable to the public through a board representative of society at large and selected in an independent, open and transparent manner.

ANALYSIS:

The reply is no.

SCORES:

Individual scores: 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1

Average score: **1.0**

3.6 Persons who have vested interests of a political or commercial nature are excluded from possible membership in the board, i.e. position holders in the state and political parties as well as those with a financial interest in the broadcasting industry

ANALYSIS:

The reply is no.

SCORES:

Individual scores: 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1, 1

Average score: **1.0**

3.7 The editorial independence of the public broadcaster from any form commercial pressure and political influence is guaranteed by law and practised

ANALYSIS:

Yes, editorial independence is guaranteed by law, but it is not practiced.

SCORES:

Individual scores: 2, 1, 1, 2, 1, 1, 1, 1, 1

Average score: **1.2**

3.8 The public broadcaster is adequately funded in a manner that protects it from arbitrary interference through its budget.

ANALYSIS:

Yes, the public broadcaster is funded more or less adequately, but authorities interfere in its work.

SCORES:

Individual scores: 3, 1, 3, 5, 2, 1, 1, 4, 1

Average score: **2.3**

3.9 The public broadcaster is technically accessible in the entire country.

ANALYSIS:

The Senegalese National Radio and Television covers 90% of national territory.

SCORES:

Individual scores: 4, 4, 3, 3, 4, 2, 2, 4, 4

Average score: **3.3**

3.10 The public broadcaster offers diverse programming for all interests.

ANALYSIS:

There is no consensus on this issue. Efforts have been made, but they are far from being enough. If we take the example of some ethnic groups of Senegal, they are not all represented in the public radio

and television programmes. The dominance of Wolof (majority ethnic group) and Pular is manifest. Most of the public say they have difficulty identifying with the national television programmes.

SCORES:

Individual scores: 3, 3, 2, 3, 2, 1, 1, 1, 2

Average score: **2.0**

3.11 The public broadcaster offers balanced and fair information reflecting the full spectrum of diverse views and opinions.

ANALYSIS:

No, it is not the case because the diverse views and opinions of all Senegalese are not always reflected in the public radio and (especially) television programmes.

SCORES:

Individual scores: 1, 2, 1, 2, 2, 1, 1, 1, 1

Average score: **1.3**

3.12 The public broadcaster offers as much diverse and creative local content as economically achievable.

ANALYSIS:

No, this is not the case, apart from programmes like « Pasteeef » (television) and « Disso » (radio), from time to time. About 80% of the public broadcaster’s budget is used up to pay its employees’ salaries and it does not set aside the resources required to cover stories and make documentaries.

SCORES:

Individual scores: 2, 2, 1, 2, 2, 1, 1, 2, 3

Average score: **1.8**

Overall score for sector 3: 1.8

Sector 4: The media practice high levels of professional standards

4.1 The media follow voluntary codes of professional standards which are enforced by self-regulatory bodies

ANALYSIS:

The Talla Sylla case (named after a political opponent who was attacked, in 2004, by individuals said to be close to President Wade) was « covered » by the Senegalese media, with extrapolations, but with virtually no pictures. And according to witnesses of the attack, some facts described did not correspond to the reality. There was a sort of complicity.

The codes followed are specific to the profession, but are not enforced by self-regulatory bodies. The profession, with the Conseil pour le Respect de l'Éthique et de la Déontologie (CRED) (Council for Compliance with Ethics and Deontology), sees to it that the journalist does his work properly. The rules of professional conduct are complied with even though, according to CRED, drifts are observed in the media. This explains why CRED was set up in 1999, to familiarise journalists with issues of ethics. Professionalism generally exists, but problems still subsist.

About twenty daily newspapers have surfaced and others will emerge before the Presidential and Parliamentary elections, scheduled to take place in February 2007. This situation is created by the State and politicians. Most of these daily newspapers do not meet professional standards. Actually, the law stipulates that a press organ should have a professional editor, but some newspapers are headed by non-professional editors.

When the press gets mixed up in politics, it fully partakes in the discussions (example of Côte d'Ivoire) and this situation leads to drifts. Anyone can create an opinion. Some journalists cannot distinguish between commentary, editorial and reporting. The HCA, set up by law and the CRED, created by journalists themselves, are enough to regulate the sector. However, the administration tries to interfere in order to deal with ethics and deontology. The texts are clear and precise. The press card is issued by a commission set up by the State.

The staff of a press organ should be composed of a majority of journalists. CRED proposes penalties against the incriminated organ. However, there is need for this self-regulatory body to have disciplinary powers.

The key principle for the media to apply the codes of professional conduct is training which falls under the responsibility of the State.

SCORES:

Individual scores: 1, 2, 2, 3, 3, 3, 4, 4, 3, 3

Average score: **2.8**

4.2 The standards of reporting follow the basic principles of accuracy and fairness.

ANALYSIS:

Yes, but drifts are still observed in the Senegalese media, in general.

SCORES:

Individual scores: 1, 2, 2, 3, 2, 3, 2, 3, 2, 3

Average score: **2.3**

4.3 *The media cover the full spectrum of events, issues and cultures, including business/economics, cultural, local and investigative stories*

ANALYSIS:

There are imbalances in the treatment of the news in which political events are given pride of place. Thus, one observes the dominance of political issues in the Senegalese media. Besides, newspapers owned by political parties have almost all disappeared and were replaced by the general news press which is a huge success. Daily newspapers generally sell more eye-catching titles than journalistic content.

There is urgent need to implement a training programme in which consultants will be required to contribute. It is also essential for journalists to have confidence in one another. The importance of the civil society in the media also needs to be underscored. The advent of the popular press has exacerbated the drifts.

After seven years of existence, CRED should strengthen its legitimacy and credibility. There is thus need to open an all-embracing discussion on this self-regulatory structure of the Senegalese media.

The Press Assistance Fund allocates 5 % to CRED and 10 % for training.

SCORES:

Individual scores: 1, 2, 3, 3, 2, 2, 3, 4, 4, 4

Average score: **2.8**

4.4 *Gender mainstreaming is promoted in terms of equal participation of both sexes in the production process*

ANALYSIS:

The Senegalese media used to be the stronghold of men, and women rarely occupied posts of responsibility. However, a reversal of this trend has been observed over the past few years, and a growing number of women occupy the posts of editor-in-chief or head of desk. There are more women in the media compared to the past, but is their weight felt?

The print press and radios convey negative views about women, in general. For this reason, gender in terms of improving the condition of women, is taking time to emerge.

SCORES:

Individual scores: 1, 1, 3, 3, 5, 2, 2, 2, 2, 2

Average score: **2.3**

4.5 Gender mainstreaming is reflected in the editorial content

ANALYSIS:

The reply is no.

SCORES:

Individual scores: 1, 1, 1, 2, 5, 2, 2, 2, 1, 2

Average score: **1.9**

4.6 Journalists and editors do not practise self-censorship

ANALYSIS:

There are several editorial lines which change because of political influences. Self-censorship exists. It entails organised censorship. In the Idrissa Seck case (after the ex-Prime Minister accused of implication in a corruption scandal), there were a few cases of censorship, self-censorship and even manipulation.

SCORES:

Individual scores: 3, 1, 2, 5, 3, 2, 2, 3, 2, 3

Average score: **2.6**

4.7 Private media owners do not interfere with editorial independence

ANALYSIS:

Yes, private media owners interfere with editorial independence but the editors always have the last word.

SCORES:

Individual scores: 3, 1, 1, 2, 4, 2, 2, 3, 3, 2, 3

Average score: **2.3**

4.8 The salary levels and general working conditions of journalists and other media practitioners are adequate to discourage corruption

ANALYSIS:

In Senegal, journalists and media practitioners are paid low salaries. Thus, journalists may be tempted by corruption. Some media owners apply «In-house Agreements». Senegal is among the rare African

countries with a Collective Agreement for journalists. The said agreement provides for a basic salary of 169 412 CFA francs (about 260 euros). However, this agreement is not applied in all press businesses, especially those of the private sector.

SCORES:

Individual scores: 1, 3, 1, 2, 2, 2, 3, 3, 1, 3

Average score: 2.1

4.9 Training facilities offer formal qualification programmes for journalists as well as opportunities to upgrade their skills

ANALYSIS:

CESTI (Centre d'Etude des Sciences et Techniques de l'Information), a structure of the University of Dakar, offers basic training for Senegalese and French-speaking West African students. There are also private training institutions. Professionals recommend that the programmes taught in private training schools be identical with those of CESTI. The latter offers a DESS and a doctorate programme of the University of Bordeaux can also be pursued there. Besides, the Head of State intends to create a Higher Institute of Journalism. Media practitioners are of the view that CESTI should rather be reinforced and continue to be a structure of the University. Media owners believe that the level of training of journalists graduating from both CESTI and private institutions is adequate.

SCORES:

Individual scores: 1, 3, 3, 3, 4, 3, 4, 3, 3, 4

Average score: 3.1

4.10 Journalists and other media practitioners are organised in trade unions and/or professional associations.

ANALYSIS:

Yes, in Senegal, journalists and media practitioners are organised in trade unions and professional associations.

SCORES:

Individual scores: 4, 5, 4, 5, 5, 4, 4, 5, 5, 4

Average score: 4.5

Overall score for the sector 4: **2.7**

OVERALL COUNTRY SCORE: **2.6**

The panel meeting was held in Saly, from 11 to 13 May 2006.

Panel Members:

Civil society:

1. Mrs. Penda Mbow, historian, academic - researcher
2. Mrs. Woré Seck, sociologist
3. Mrs.. Fatou Sarr - Sow, sociologist, academic – researcher
4. Mr. Aziz Dieng, artist
5. Mr. Massokhna Kane, lawyer

Media:

1. Mr. Mbaye Sidy Mbaye, Journalist
2. Mr. Abdoulaye Bamba Diallo, Journalist and Editor
3. Mr. Alpha Sall, journalist and trade unionist
4. Mrs. Diatou Cissé Coulibaly, Journalist and trade unionist
5. Mrs. Ndèye Fatou Sy, Journalist

Rapporteur :

Mariama Sylla

Moderator:

Gabriel Ayité Baglo